



Education Interrogations sur les élèves manquants de la rentrée scolaire

PAGE 9

FRANCE

Interrogations sur ces élèves qui n'ont pas fait leur rentrée scolaire

Alors que M. Blanquer assure que la majorité des écoliers sont revenus, 4 000 enfants manquent toujours à l'appel en Seine-Saint-Denis

Une semaine jour pour jour après cette rentrée scolaire marquée par la crise sanitaire, la communauté éducative s'interroge : combien d'enfants voient leur classe ou leur école fermer ? Et combien sont les écoliers à ne pas avoir, purement et simplement, fait leur rentrée ? A la première question, Jean-Michel Blanquer a déjà répondu : 28 établissements ainsi que 262 classes sont fermés « à ce jour », a indiqué le ministre de l'éducation, lundi 7 septembre, sur BFM-TV ; c'est plus que les 22 établissements et la centaine de classes mentionnés la semaine passée.

Mais la seconde interrogation reste entière : alors que l'école est redevenue obligatoire, l'éducation nationale ne dispose pas à ce stade de chiffres sur d'éventuels décalages entre les prévisions d'effectifs

– faites en juin – et le nombre d'élèves accueillis en septembre. Rien, en somme, sur des familles qui n'auraient pas rescolarisé leurs enfants, en tout cas pas dans l'établissement prévu avant l'été.

Interrogé à ce sujet ce lundi, le ministre de l'éducation nationale a estimé qu'il était « trop tôt pour donner un chiffre ». « Les premières remontées que nous avons, c'est que l'immense majorité des élèves sont revenus », a-t-il fait valoir, quand un cinquième d'entre eux, au sortir du confinement, semblait manquer à l'appel.

Au-delà du message politique rassurant, qu'en est-il localement ? L'alerte est venue de la Seine-Saint-Denis : un peu plus de 4 000 enfants – 4 021 précisément, dont près de 500 pour la ville de Saint-Denis – n'auraient pas repris le chemin de l'école en cette ren-

trée. C'est en tout cas l'information qu'a relayée la section départementale de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) dans un communiqué, le 7 septembre. Une « désaffection » dont il semble « urgent d'identifier les causes », écrit-elle, « pour y remédier ».

« Manque d'anticipation »

Ce chiffre, très commenté sur les réseaux sociaux, a en réalité commencé à circuler dès le 3 septembre, après une réunion entre les autorités académiques, préfectorales et des parlementaires. Le rectorat de Créteil confirme en être la source tout en appelant à s'en saisir avec prudence : « Ce 4 000, rapporté au total de 202 000 écoliers en Seine-Saint-Denis, est l'agrégat de données remontant au premier jour de la rentrée, le 2 septembre, à un moment où, chaque année, on apprend qu'il y a des déménagements ou des retours de vacances différés, y explique-t-on. On n'enregistre aujourd'hui d'écart qu'au primaire, et pas en collège ou lycée, ce qui est rassurant. Attendons des remontées stabilisées, sous deux semaines, avant d'en tirer des conclusions. »

« C'est vrai qu'il existe toujours un écart entre les prévisions d'effectifs et la réalité, note Alixe Rivière, porte-parole de la FCPE 93. Mais il est généralement de l'ordre de 500 à 800 écoliers, en fonction des années. Le fossé actuel et les difficultés à l'expliquer en disent long sur le manque d'anticipation et le suivi

Fermetures de classes : la FCPE critique la réponse sanitaire du gouvernement

Mardi 8 septembre, la conférence de presse convoquée par la FCPE, principale fédération de parents d'élèves, a offert à son coprésident, Rodrigo Arenas, l'occasion de porter une charge virulente contre la réponse sanitaire en milieu scolaire. La veille, sur le plateau de BFM-TV, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation, et Elisabeth Borne, ministre du travail, avaient assuré qu'un dispositif enfant malade « spécial Covid » allait être dévoilé, pour venir en aide aux familles concernées par des fermetures de classes. Promesse déjà faite par M^{me} Borne le 4 septembre sur Franceinfo. « Il est inacceptable qu'une semaine après la rentrée on nous dise qu'on va voir comment on peut indemniser les parents, a martelé M. Arenas. (...) On ne peut pas traiter ça par la charité. Cela relève de l'intérêt général. »



Interrogé à ce sujet, le ministre de l'éducation a estimé qu'il était « trop tôt pour donner un chiffre »

des enfants.» Des «enfants binationaux» qui rentrent de vacances mi-septembre; d'autres qui ont changé d'académie ou d'établissements avant la rentrée: ce sont les hypothèses qu'avancent habituellement les enseignants.

Cette année, dans le contexte post-confinement, ils en formulent d'autres: celle de familles à ce point inquiètes du risque d'exposition au Covid-19 qu'elles préfèrent «temporiser» et différer leur rentrée; ou celle de parents qui ont pu se laisser tenter par un «autre choix de vie», par l'école privée ou par l'école à la maison. Si fuite il y a, «c'est multifactoriel», assurent les enseignants d'une même voix. Ils expriment aussi une crainte: que des enfants aient définitivement «décroché», «en particulier ces élèves qui vivent dans des squats, des campements ou des hôtels sociaux», relève Catherine da Silva, directrice d'école à Saint-Denis et porte-parole du SNUipp-FSU.

Marie-Hélène Plard, même fonction dans le même départe-

ment, avec la même étiquette syndicale, s'inquiète aussi d'enfants «difficiles à accrocher» – «ceux qui devaient faire leur première rentrée en maternelle et qui pourraient tarder à arriver», dit-elle, quand bien même la «loi Blanquer» a rendu l'instruction obligatoire à 3 ans. «Entre les informations fournies à l'oral par les familles, et celles qui émanent de l'éducation nationale, on navigue tous un peu à vue», avance Marine Vittoz, de SUD-Education 93.

«Problématique francilienne»

A l'échelle d'une école, des effectifs à la baisse, même de peu, conditionnent fortement la suite de l'année scolaire: ils autorisent, selon la logique arithmétique qui prévaut dans l'attribution des postes, la fermeture de classes. Ou pas: à Saint-Denis, les fermetures annoncées n'ont pas eu lieu.

A Pantin, à Montreuil, des parents se mobilisent au quotidien pour l'éviter. Si 32 ouvertures sont prévues, 19 classes sur le département, dont un quart rien qu'à Montreuil, sont amenées à fermer. «Ces élèves que l'on risque de radier, il n'est pas exclu qu'ils reviennent d'ici la fin du mois», soutient le maire (Parti socialiste, PS) de Pantin, Bertrand Kern. Fermer des classes alors que la crise sanitaire a aggravé les inégalités, ce n'est pas un bon message à l'adresse de familles déjà inquiètes.»

Lui estime à une centaine, à Pantin, le nombre d'enfants possi-

blement «perdus de vue» sur les 5800 écoliers scolarisés dans sa ville. A Saint-Denis, au sortir d'une réunion avec le recteur mardi, l'adjointe au maire (PS) Mathieu Hanotin chargée de l'éducation, Leyla Temel, nuancait aussi les chiffres en circulation. «Est-ce que le prévisionnel a été un peu haut? Ce qui est sûr, c'est que la fin de l'année scolaire a été chaotique, et la communication avec les familles compliquée», dit-elle. Ces élèves que l'on doit encore localiser sont plutôt de l'ordre de plusieurs dizaines, et pas de plusieurs centaines.»

Une problématique localisée? «Une problématique francilienne», répond-on dans les rangs de la FCPE, en faisant état de «remontées» de ce type «mais dans des proportions moindres» dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-de-Marne. Il y a aussi, dans les Bouches-du-Rhône, le cas d'élèves – une bonne vingtaine à Vitrolles, selon la FCPE 13 – obligés de différer leur retour en classe après avoir été exposés au virus (et donc placés en quatorzaine) en centre aéré.

Les rectorats, eux, de Strasbourg à Marseille en passant par Versailles ou Paris, disent ne pas voir se dessiner de «delta important» dans leurs effectifs, alors que la tendance démographique, en primaire en tout cas, est plutôt à la baisse cette année. Tous promettent, dans les semaines qui viennent, un tableau «affiné» de cette rentrée. ■

MATTEA BATTAGLIA